



Chapeau

alternatives congrès de Porticcio 2021

(Définitif)

Depuis notre dernier congrès à la Grande Motte, l'arrivée d'E. MACRON au pouvoir a constitué une nouvelle étape dans la libéralisation de notre modèle social. Dès son arrivée, il a pris deux mesures emblématiques de son quinquennat : suppression de l'ISF et dans le même temps réduction de 5€ des APL. Depuis, les orientations politiques de ce pouvoir auront toujours été au service des plus riches, creusant ainsi encore plus les inégalités.

La France décroche la première place des pays européens versant des dividendes aux actionnaires et dans le même temps, elle a vu la pauvreté progresser fortement. A l'heure actuelle la France compte plus de 10 millions de personnes pauvres.

Les politiques menées visent à réduire les solidarités : casse des services publics, casse de la Fonction Publique avec la loi TFP, casse des droits sociaux et du code du travail. Elles prônent l'individualisme, le chacun pour soi alors qu'au contraire il conviendrait de retrouver le sens de l'intérêt général.

Les crises que nous traversons, qu'elles soient économique, sociale, écologique, politique ou démocratique appellent des changements en profondeur des politiques menées jusqu'alors.

Concernant l'économie, il est indispensable de réindustrialiser la France pour lui donner les moyens de fabriquer localement ce que nous consommons et devons donc importer. Cela permettrait, comme l'a montré la crise sanitaire, que nous soyons en capacité de produire des biens indispensables tels les masques, le gel hydroalcoolique, le matériel médical... mais il en va de même concernant l'acier, les semi-conducteurs et autres qui font l'objet de spéculations qui organisent la pénurie pour faire monter les cours. Nous devons également mettre à jour de nouveaux emplois en lien avec la lutte contre le dérèglement climatique. Cette réindustrialisation et ces emplois « climat » auraient non seulement le mérite de relocaliser la production, évitant ainsi de peser lourdement sur le climat et auraient contribué au respect des engagements pris par la France à la COP 21 de Paris lui évitant d'être condamnée pour son inaction. Elle permettrait aussi et surtout à développer l'emploi pour ainsi sortir du chômage de masse que nous subissons, augmentant au passage les rentrées de cotisations sociales pour financer la protection sociale.

La crise sociale qui découle des choix économiques et fiscaux voit exploser les inégalités déjà fortes. Le pouvoir s'attaque aux revenus des plus précaires, au travers notamment de la réforme de l'assurance chômage ou bien de l'absence de mesure salariale pour les bas salaires, alors que dans le même temps les cadeaux fiscaux pour les plus riches sont

maintenus. Les scandales mettant en exergue l'évasion et « l'optimisation » fiscales sont révélés année après année et représentent des montants colossaux. Le dernier en date, les Pandora Papers représentant 13 000 milliards de dollars (équivalent au PIB annuel européen) montre bien qu'il y a beaucoup d'argent à mobiliser pour répondre aux aspirations et aux enjeux.

La crise politique et démocratique née des choix politiques qui ne répondent pas aux aspirations légitimes d'une large majorité de citoyen.nes, se combine à une répression tous azimuts des mouvements sociaux. Ces orientations continuent de faire des dégâts considérables. Elles conduisent à une perte de confiance dans les politiques, amenant une abstention de plus en plus importante et accentuant le repli nationaliste et xénophobe. Elles placent de fait l'extrême droite à des niveaux très élevés.

Devant un tel constat et pour satisfaire les revendications que nous portons dans notre congrès tant pour les personnels que pour les services publics, il est urgent que la donne soit radicalement changée. Il est essentiel de refaire toute sa place à un modèle social plus juste et solidaire. D'autres choix sont possibles pour redonner tout son sens à l'intérêt général et aux biens communs. Il faut opérer une rupture avec les politiques existantes. La question d'un autre partage des richesses est centrale pour sortir de la situation actuelle. Cela sous-entend en premier lieu que nous avons besoin d'une grande réforme de la fiscalité qui mette un terme à la voracité du capital, en mettant en place des impôts redistributifs qui fassent participer les plus riches de façon beaucoup plus conséquente, et qu'un terme soit mis à l'évasion et optimisation fiscales. Cela permettrait d'alimenter les caisses de l'Etat et donc renforcer les politiques publiques. Cela passe également par une conséquente revalorisation des salaires et pensions, mais aussi par la garantie pour chacun.e de bénéficier d'un revenu permettant de vivre décemment quel que soit son âge.

Les richesses existent en quantité suffisante pour mettre en œuvre le projet politique, économique, social, démocratique et environnemental auquel nous aspirons.